

---

---

# PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

MWB

## ARRETE

n° **9 9 1 3 7 7** du **23 JUIN 1999** réglementant les  
droits acquis de la SA STURM pour sa carrière de marne et de loess exploitée  
sur le territoire des communes de RETZWILLER et de WOLFERSDORF, et  
portant prescriptions complémentaires

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU** la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et son décret d'application n°77-1141 du 12 octobre 1977 modifié ;
- VU** la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et son décret d'application n°77-1133 modifié du 21 septembre 1977, et notamment son article 18 ;
- VU** le code minier ;
- VU** la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et son décret d'application n°85-448 du 23 avril 1985 ;
- VU** la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU** le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU** le décret n°64-1148 du 16 novembre 1964 modifié portant règlement sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert ;
- VU** le décret n°80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des mines et des carrières ;
- VU** le décret n°80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;

.../...

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

- VU le décret n°94-486 du 9 juin 1994 relatif à la Commission départementale des carrières,
- VU le décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n°94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières,
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,
- VU le décret n°71-792 du 20 septembre 1971 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci et notamment son article 32 fixant les dispositions transitoires applicables aux carrières légalement ouvertes avant le 1<sup>er</sup> octobre 1971,
- VU l'arrêté préfectoral n°961803 du 16 septembre 1996 portant autorisation de poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière située à RETZWILLER et WOLFERSDORF, à la Sté des Tuileries J.Ph. STURM,
- VU l'arrêté préfectoral n°972086 du 24 septembre 1997 portant changement d'exploitant et prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter une carrière à RETZWILLER et WOLFERSDORF, au profit de la Sté STURM SA,
- VU le jugement rendu en date du 30 décembre 1998 par le Tribunal Administratif de STRASBOURG annulant l'arrêté préfectoral du 16 septembre 1996 susvisé,
- VU la demande du 31 août 1972 reçue en préfecture le 1<sup>er</sup> septembre 1972, par laquelle la STE DES TUILERIES GILARDONI FRERES demande à faire valoir des droits acquis pour la poursuite de l'exploitation d'une carrière de loess et marnes sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF, d'une superficie d'environ 24,45 ha,
- VU la lettre du 16 août 1973 par laquelle la STE DES TUILERIES J.Ph.STURM déclare reprendre l'exploitation de la carrière précédemment citée,
- VU la demande du 4 août 1997 de la Sté SA STURM sollicitant notamment l'autorisation de changement d'exploitant de la carrière précédemment exploitée par la STE DES TUILERIES J.Ph.STURM à RETZWILLER et WOLFERSDORF,

.../...

- VU** le dossier du 27 avril 1999 reçu en préfecture le 27 avril 1999 par lequel la Sté STURM SA rappelle ses droits acquis en ce qui concerne sa carrière de marne et de loess située sur le territoire des bans communaux de RETZWILLER et WOLFERSDORF et demande que cette carrière soit réglementée,
- VU** l'analyse critique, par la SA CAREX ENVIRONNEMENT, du montant des garanties financières, rapport A 98 112 bis de mai 1999,
- VU** les procès-verbaux de récolement des 19 août 1996 et 23 avril 1999, prononçant la fin des travaux d'exploitation de carrière (cessation d'activité) sur certains des terrains qui faisaient partie des droits acquis, pour une superficie globale de 12,53 ha,
- VU** le rapport du 30 avril 1999 de l'inspecteur des installations classées ;
- VU** l'avis de la Commission départementale des carrières du **28 MAI 1999**

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation d'une carrière constitue une activité soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2510 de la nomenclature des installations classées,

**CONSIDÉRANT** que le stockage temporaire de matériaux extraits de la carrière, constitue une activité connexe à l'activité de carrière, mais classée au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées,

**CONSIDÉRANT** que les activités exercées sur le site de la carrière sont administrativement en règle puisque exploitées sous le régime de l'antériorité au titre du bénéfice des droits acquis,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'imposer des prescriptions d'exploitation pour la poursuite de ces activités, et notamment en ce qui concerne les garanties financières pour la remise en état,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

.../...

## ARRÊTE

### I - DEFINITION DES INSTALLATIONS ET DES PERIMETRES- REGLES GENERALES

#### ARTICLE 1ER - OBJET DE L'AUTORISATION

la Société STURM SA, dont le siège social est 50 rue des Vignes- WOLFISHEIM – 67081 STRASBOURG CEDEX, désignée ci-après par "l'exploitant" est autorisée à poursuivre l'exploitation sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF et ce jusqu'au 31 août 2002, des installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité
Carrière de mame et loess	2510-1	A	surface : 11,92 ha
Station de transit de matériaux minéraux	2517-1	A	85.000 m <sup>3</sup>

La quantité totale autorisée à extraire jusqu'à l'échéance de l'autorisation d'exploiter est de 171 000 tonnes de matériaux ( 95 000 m<sup>3</sup> ) répartis :

- 90 000 t de marne ( 50 000 m<sup>3</sup> )
- 81 000 t de loess et cailloutis ( 45 000 m<sup>3</sup> ) qui seront réutilisés sur le site.

#### ARTICLE 2 - CONDITIONS ET LIMITES DE L'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes seront situées, aménagées exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier du 27 avril 1999 et notamment le plan de phasage d'exploitation, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, le périmètre autorisé pour l'extraction est limité :

##### a) Sur le territoire de la commune de RETZWILLER –

- ♦ la partie de parcelle 59 - section 15 - située au Nord et au Sud de la ligne joignant les sommets I, H, C, D, E, F de coordonnées LAMBERT suivantes :

Points	X	Y
I	957 800	303 400
H	957 820	303 440
C	957 650	303 550
D	957 760	303 665
E	957 818	303 700
F	957 900	303 720

- ♦ la partie de parcelle 57 – section 15 – située au Sud de la ligne joignant les sommets A, A1, A2, A3, A4, A5 de coordonnées LAMBERT suivantes :

Points	X	Y
A	957 585	303 550
A1	957 575	303 568
A2	957 634	303 664
A3	957 606	303 680
A4	957 615	303 689
A5	957 687	303 645

b) Sur le territoire de la commune de WOLFERSDORF

- ♦ parcelle 111 – section 2  
 ♦ parcelle 112 – section 2  
 ♦ parties de parcelle 114 – section 2 – délimitées comme suit :  
 ▶ la partie de parcelle 114, située à l'Est de la ligne intitulée "limite des 200 mètres" joignant les points K1, K2 de coordonnées LAMBERT suivantes :

Points	X	Y
K1	958 032	303 661
K2	958 131	303 786

- ▶ la partie de parcelle 114, située à l'Ouest de la ligne joignant les points K, N, M, L, de coordonnées LAMBERT suivantes :

Points	X	Y
K	958 035	303 867
N	957 996	303 803
M	957 960	303 824
L	957 890	303 725

- c) Tout projet de modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession devra être déclaré à l'inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement (DRIRE).
- d) **L'extraction de matériaux ne doit plus être réalisée après le 31 décembre 2001 ( sauf renouvellement autorisé) .**  
**La remise en état du site est achevée au 31 août 2002 ( sauf renouvellement autorisé).**

**ARTICLE 3 - DROITS DES TIERS**

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

.../...

#### **ARTICLE 4 - FORCLUSION DE L'EXPLOITATION**

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

#### **ARTICLE 5 - DECLARATION DES INCIDENTS**

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1976.

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

#### **ARTICLE 6 - MODIFICATIONS**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS GENERALES**

L'exploitation et la remise en état du site devront, à tout moment :

- garantir la sécurité et la salubrité du public et du personnel ;
- maintenir la stabilité des terrains, de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes et au milieu environnant ;
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement ;
- respecter les éventuelles servitudes existantes et la libre circulation des riverains.

#### **ARTICLE 8 - ARRET DEFINITIF**

Lorsque la carrière est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée. L'exploitant adresse au préfet au moins **un an** avant la date d'expiration de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;

.../...

- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site.

L'exploitant adresse également, **six mois** avant la date d'expiration de l'autorisation une notification de fin d'exploitation comprenant les mêmes éléments actualisés.

## II - AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES ET GARANTIES FINANCIERES

### ARTICLE 9 - AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

- 9.1. Dès la notification du présent arrêté préfectoral, l'exploitant mettra en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
- 9.2. Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté l'exploitant placera :
- 1) des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
  - 2) le cas échéant, des bornes de nivellement.
- Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
- 9.3. Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.
- 9.4. L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

### ARTICLE 10 - GARANTIES FINANCIERES

- 10.1. La poursuite d'activité de la carrière de RETZWILLER -WOLFERSDORF après le 14 juin 1999, est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation.
- 10.2. **Montant des garanties financières**

La Sté STURM SA produira, au plus tard le 14 juin 1999 pour la carrière de mame et de loess située sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF, des garanties financières fixées comme suit :

.../...

<u>Période</u>	<u>Montant des garanties (TTC)</u>
1 <sup>ère</sup> année [14 juin 1999/31 août 2002]	: 1 487 397,43 F : 226 752,27 Euros

Les garanties financières doivent être maintenues jusqu'à la mise en œuvre de la procédure définie à l'article 10.7 du présent arrêté.

### **10.3. Actualisation du montant des garanties financières**

Modalités d'actualisation des garanties financières.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

### **10.4. Justification des garanties financières**

Les garanties financières seront constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées devra être adressée au préfet par le titulaire de l'autorisation d'exploiter au moins six mois avant son échéance.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article 23c de la loi du 19 juillet 1976.

### **10.5. Appel aux garanties financières**

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- - soit en cas de non-respect des prescriptions de l'autorisation d'exploiter en matière de remise en état, après intervention des mesures prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976,
- soit après disparition juridique de l'exploitant et absence de remise en état conforme aux orientations de l'autorisation d'exploiter.

.../...



#### **10.6. Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation**

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

#### **10.7. Levée des garanties financières**

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspecteur des installations classées, et après avis du maire de la commune d'implantation de la carrière, le préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières.

#### **10.8. Remise en état**

La remise en état finale devra être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.

### **ARTICLE 11 - DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION**

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23.1. du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées à l'article 9 ci-dessus.

Cette déclaration sera transmise en trois exemplaires au préfet du Haut-Rhin .

## **III - CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 12 - TRAVAUX PREPARATOIRES**

#### **12.1. Phasage d'exploitation**

L'exploitation doit être menée conformément au phasage d'exploitation annexé au présent arrêté.

#### **12.2. Défrichement**

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

#### **12.3. Décapage**

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains sera limité aux besoins des travaux d'exploitation.

.../...

On ne procédera au décapage que selon les prescriptions suivantes :

- La Direction régionale des affaires culturelles (Conservatoire régional archéologique) sera avisée, au moins 3 semaines à l'avance, de toute campagne de décapage.
- Toute opération d'exploitation doit être précédée d'un sondage archéologique. L'exploitant prendra contact avec le service régional de l'archéologie afin de définir les modalités de l'intervention.
- Les opérations de décapage auront lieu à la pelle rétro et en aucun cas au chargeur ou à l'aide de l'engin d'extraction.
- Les horizons humifères seront enlevés en premier, avant les autres matériaux de découverte.
- Aucun déplacement des horizons humifères n'aura lieu par temps de pluie.
- La circulation des engins devra être évitée sur les zones à décaper.

**12.4.** Les terres de découvertes et les horizons humifères seront stockés sur le site en respectant les règles suivantes :

- Stockage distinct entre horizons humifères et terres de découverte.
- Le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 1,50 m [conservation des qualités agronomiques] et ne devra pas excéder 5 ans.
- Les stocks de matériaux décapés auront des pentes ne dépassant pas 45° et ils seront semés [graminées ou légumineuses] si le temps de stockage doit dépasser 2 années. Ils ne devront pas constituer un obstacle à la circulation des eaux en cas d'inondation.

**12.5.** Aucun enlèvement de terres de découverte et d'horizons humifères du site ne pourra avoir lieu.

**12.6.** Toute mise à nu d'éventuel vestige provenant de gisements archéologiques sera immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles (Conservatoire régional archéologique).

**12.7.** La continuité des éventuels fossés de drainage traversant le périmètre d'exploitation devra être assurée.

## **ARTICLE 13 - EXTRACTION**

### **13.1. Epaisseur d'extraction**

L'exploitation aura lieu exclusivement à sec, au maximum jusqu'à la cote d'altitude :

- + 275 m NGF( soit jusqu'à une profondeur maximale de 38 m par rapport au niveau naturel des terrains) pour les terrains ayant déjà été exploités,
  - + 300 m NGF( soit jusqu'à une profondeur maximale de 12 m par rapport au niveau naturel des terrains) pour les terrains à exploiter selon le plan de phasage annexé au présent arrêté.
- La pente maximale du front doit être de 1/1,5 (env. 33°) , sous réserve des conclusions de l'étude de stabilité dont il est fait état à l'article 13.3 suivant.

.../...

**13.2.** Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état est interdit.

**13.3.** L'exploitation se fera de façon à ce que les fronts prévus pour la remise en état du site soient directement obtenus en déblai.

Ils seront réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité. **Dans un délai de un mois**, l'exploitant remettra au préfet les conclusions d'une étude de stabilité des sols, à réaliser pour le site de la carrière. Cette étude déterminera notamment quelle est la pente maximale d'exploitation garantissant la stabilité des terrains.

En fin d'exploitation, l'extraction ne devra pas laisser subsister de buttes, notamment de stériles, dans le site.

**13.4.** La hauteur de chaque gradin n'excédera pas 15 m et chaque banquette aura une largeur au moins égale à la hauteur du plus haut des deux gradins qu'elle sépare.

**13.5.** La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence, au cours des phases d'exploitation, l'accès à toutes les banquettes.

#### IV - SECURITE PUBLIQUE

##### ARTICLE 14 - ACCES ET CIRCULATION DANS LA CARRIERE

**14.1.** Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

**14.2.** L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, seront signalés par des panneaux placés sur les chemins d'accès aux abords des travaux et à proximité des zones clôturées.

**14.3.** Des dispositifs de barrage mobiles, solides et susceptibles d'être bloqués pendant les heures où la carrière n'est pas surveillée, seront installés sur les chemins d'accès au chantier.

**14.4.** L'exploitant doit définir un plan de circulation et d'évolution des engins et des piétons au sein des emprises de la carrière. Il sera annexé aux consignes de sécurité.

##### ARTICLE 15 - DISTANCES DE RECUL – PROTECTION DES AMENAGEMENTS

**15.1.** Les bords de l'excavation devront être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 2, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques (par exemple, poteau EDF sur le côté Ouest de la carrière).

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas sera arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prendra en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

- 15.2.** En ce qui concerne les lignes électriques passant sur le site de la carrière, l'exploitant veillera particulièrement au respect des dispositions de l'arrêté interministériel du 16 novembre 1994 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

## **V - PLAN D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 16 - PLAN D'EXPLOITATION**

#### **16.1. Plan et mise à jour**

Il sera établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan seront reportés :

- les dates des levées ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m et la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les bords de la fouille
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les limites de la zone où le remblaiement ne pourra être effectué qu'avec des matériaux inertes provenant exclusivement de la carrière (zone située à moins de 200 m des habitations ou à moins de 30 m du ruisseau « Elbach » ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- l'emplacement des sommets et points particuliers définis à l'article 2 du présent arrêté ;

.../...

- l'emplacement des ouvrages de décantation des eaux pluviales ;
- la position des dispositifs de clôture ;
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte ;
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées et celles remises en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- le point de rejet (des eaux de ruissellement définies à l'article 20.1 du présent arrêté) dans le ruisseau "Elbach" ;
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an et servira de base de calcul des surfaces de la carrière, des cubatures de matériaux déjà extraits et des réserves encore exploitables.

## **16.2. Communication du plan**

Le plan d'exploitation sera conservé sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation ou communiqué sur simple demande à la DRIRE, chargée de l'inspection des installations classées. Chaque version du plan sera versée au registre d'exploitation de la carrière.

## **VI - PREVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES**

### **ARTICLE 17 - DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant seront maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations seront entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne devront pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

.../...

## **ARTICLE 18 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

**18.1.** Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire étanche, formant cuvette de rétention, à l'abri des intempéries dans le local technique, et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

**18.2.** Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- . 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- . 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux pluviales et des eaux des couches de cailloutis aquifères.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés, sans être inférieure à 1000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 l.

**18.3.** Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

## **ARTICLE 19 - SURVEILLANCE DES REJETS**

L'inspecteur des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 20 - REJETS D'EAUX DANS LE MILIEU NATUREL**

### **20.1. Eaux pluviales de ruissellement et eaux des aquifères superficiels**

Ces eaux, intérieures au site de la carrière, seront drainées ; elles devront transiter par un ouvrage de décantation et être conformes aux valeurs et prescriptions suivantes, avant rejet dans "l'Elbach" :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30°C ;
- matières en suspension totales (MEST) : concentration inférieure à 30 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) : concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90-101) ;
- hydrocarbures : concentration inférieure à 2mg/l (norme NF T 90-114).

Le point de rejet sera porté sur le plan d'exploitation prévu à l'article 16.1 du présent arrêté.

.../...

Ces valeurs limites seront respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne devra pas dépasser 100 mg/Pt/l.

Le débit maximal sera de 200 m<sup>3</sup>/h.

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des analyses de contrôle soient effectuées par un laboratoire agréé, sur des prélèvements représentatifs des rejets.

Il pourra également être demandé par l'inspection des installations classées que les contrôles soient effectués sur les eaux du ruisseau "Elbach", à l'amont et à l'aval des rejets d'eau précédemment cités. Les frais de prélèvements et d'analyses seront à la charge de l'exploitant.

## **20.2. Eaux usées domestiques**

Les eaux usées domestiques seront stockées en fosse de rétention étanche.

Elles seront dirigées, pour élimination, vers une station d'épuration collective.

## **20.3. Dispositif de disconnection**

Le site n'est pas relié au réseau d'adduction d'eau potable.

## **ARTICLE 21 - POUSSIÈRES**

**21.1.** L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

**21.2.** Les pistes de circulation seront arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

## **ARTICLE 22 - DECHETS**

Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément, puis valorisées ou éliminées dans des installations dûment autorisées.

L'incinération, la mise en décharge ou le simple abandon de déchets sur le site même, sont interdits.

L'exploitant mettra en place une surveillance pour éviter tout déversement, dépôt ou décharge de produits extérieurs au site et de déchets, sur le site d'exploitation.

.../...

**ARTICLE 23 - BRUITS ET VIBRATIONS**

- 23.1.** L'exploitation sera menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les niveaux limites de bruit et d'émergence à ne pas dépasser sont définis conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Ils ne devront pas dépasser aux points indiqués, les valeurs définies dans les tableaux ci-après :

Niveau continu équivalent pondéré dB (A) ( en limite du périmètre d'exploitation autorisé)	
Période de jour jours ouvrables 6 h30 à 21 h30	Période de nuit tous les jours 21 h30 à 6 h30, et dimanches et jours fériés
60	50

Emergence (définie à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994)			
6 h30	21 h 30	21 h 30	6 h 30
sauf dimanches et jours fériés		ainsi que les dimanches et jours fériés	
≤ 5 dB (A)		≤ 3 dB (A)	

Sous réserve de dispositions locales plus contraignantes , les véhicules de transport, liés à l'exploitation de la carrière, ne pourront traverser la commune de RETZWILLER qu'à partir de 7 h00.

- 23.2.** L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents, ou à la sécurité des personnes.
- 23.3.** Les véhicules de transport, les matériels de manutention et engins de chantier utilisés dans la carrière devront être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.
- 23.4.** Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.
- 23.5.** L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles des niveaux sonores soient effectués en bordure et à proximité de l'exploitation. Les points de mesure seront définis en accord avec le service d'inspection. Les frais seront à la charge de l'exploitant.



**ARTICLE 24 - INTEGRATION PAYSAGERE**

Dans un souci d'intégration paysagère, les merlons existants et futurs, mis en place sur le site d'exploitation et visibles depuis la commune de WOLFERSDORF, devront être plantés.

**ARTICLE 25 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

Le site sera pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois l'an ; il pourra en être disposé sur les engins d'exploitation et dans le local technique dont il est fait état à l'article 18.1.

**VII - DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE****ARTICLE 26 - DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE**

**26.1.** L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérents à l'exploitation.

En cas de cessation d'activité, la remise en état du site devra être effectuée immédiatement sur la totalité des zones touchées par l'exploitation.

La remise en état du site sera réalisée de façon telle qu'à son issue, les véhicules des personnes y accédant stationnent hors du domaine public et des voies de desserte.

Le site sera libéré en fin d'exploitation de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place et consécutifs aux travaux d'extraction.

Cette remise en état doit être accomplie conformément au plan joint au présent arrêté.

**26.2.** La remise en état finale devra être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation (sauf en cas de renouvellement).

Celle-ci consistera en :

**26.2.1. Pour les terrains suivants**

→ la partie de la parcelle 114 – section 2 – de WOLFERSDORF, située à moins de 200 mètres d'habitations ou à moins de 30 mètres du ruisseau "Elbach" :

**Remblaiement, jusqu'à la hauteur des terrains naturels avec des matériaux inertes (cailloutis) en provenance du site. Après remblaiement, ces terrains seront recouverts de terre de découverte et ensemencés.**

**26.2.2. Pour les terrains suivants :**

- la partie de la parcelle 59 – section 15 – de RETZWILLER, située au Sud de la ligne joignant les points B, C, H, I définis à l'article 2 ;
- la partie de la parcelle 57 – section 15 – de RETZWILLER, située au Sud de la ligne joignant les points A, B, définis à l'article 2 :

**Décapage préalable des couches imperméables superficielles, suivi d'un ripage, puis d'un recouvrement de terre de découverte et ensemencement.**

**26.2.3. Pour les terrains suivants :**

- les parcelles 111 et 112 – section 2 de WOLFERSDORF ;
- la partie de parcelle 114 – section 2 de WOLFERSDORF, située à plus de 200 mètres d'habitations et à plus de 30 mètres du ruisseau "Elbach" ;
- la partie de parcelle 59 – section 15 – de RETZWILLER, située au Nord de la ligne joignant les points B, C, D, E, F, définis à l'article 2 ;
- la partie de parcelle 57 – section 15 – de RETZWILLER, située dans le polygone de sommets B, A, A1, A2, A3, A4, A5 définis à l'article 2 .

**26.2.3.1 Pour les zones ayant déjà été exploitées à la date de notification du présent arrêté :**

**Stabilisation de la pente allant du haut de front d'exploitation jusqu'au fond de la carrière, selon une pente maximale de 1/1,5 et sous réserve des conclusions de l'étude de stabilité dont il est fait état à l'article 13.3 du présent arrêté.**

**26.2.3.2 Pour la zone à exploiter après notification du présent arrêté, sollicitée en exploitation au plan de phasage joint au présent arrêté, et délimitée par le polygone de sommets X<sup>1</sup>, X<sup>2</sup>, X<sup>3</sup>, X<sup>4</sup> de coordonnées LAMBERT suivantes :**

points	X	Y
X <sup>1</sup>	957 741	303 885
X <sup>2</sup>	957 816	303 965
X <sup>3</sup>	957 877	303 913
X <sup>4</sup>	957 803	303 832

**Remblaiement, avec des matériaux inertes résultant d'opération d'extraction menés sur le site autorisé, raccordement en pente douce aux terrains voisins, puis recouvrement de terre de découverte , régalage et ensemencement.**

**26.2.3.3 Pour les zones n'ayant pas subi de campagne d'extraction, mais ayant été utilisées comme aire de stockage de matériaux d'extraction :**

**Décapage préalable des couches imperméables superficielles, suivi d'un ripage, puis recouvrement de terre de découverte , régalage et ensemencement.**

**26.3.** Pour toutes, ou parties ,des terrains définis à l'article 26.2.3.1 du présent arrêté la remise en état pourra également constituer en un remblaiement total ou partiel des terrains excavés , mais exclusivement avec des matériaux inertes résultant des travaux d'extraction de carrière menés sur le site autorisé ; les terrains remblayés seront recouverts de terres de découverte et ensemencés.

.../...

Préalablement à la réalisation de ces travaux particuliers de remise en état , le préfet devra en être informé ; il sera joint à cette notification un plan du site mettant en évidence les terrains devant faire l'objet de l'opération de remblaiement .

- 26.4.** L'exploitant communiquera annuellement à l'inspecteur des installations classées, un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état de la carrière.

## **IX - DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DIVERSES**

### **ARTICLE 27 - HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL**

- L'exploitant fera connaître à la DRIRE, sous un mois le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux. Tout changement ultérieur devra également être communiqué.
- Tout recours à une entreprise extérieure doit préalablement être déclaré à la DRIRE.
- L'exploitant ouvrira l'accès de la carrière à toute personne dûment mandatée pour y assurer le contrôle des dispositions réglementaires qui y sont applicables.
- L'ensemble du matériel utilisé dans la carrière et les dispositifs prescrits dans le présent arrêté seront convenablement entretenus.
- Le matériel sera doté des équipements de sécurité et fera l'objet des contrôles périodiques prévus par les textes réglementaires applicables. Des registres d'entretien du matériel et des consignes de sécurité seront élaborés en conséquence.
- Le personnel sera formé pour son travail et les consignes de sécurité le concernant lui seront remises et commentées. Il sera doté des équipements de sécurité prévus par les textes réglementaires applicables.
- Pendant les heures d'activité, du matériel de premier secours et de secours aux noyés sera disponible sur le site.

### **ARTICLE 28 - FRAIS D'EXECUTION DE L'ARRETE**

Les dépenses inhérentes aux prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

.../...

**X - AMPLIATION - PUBLICITE****Article 29 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressée à :

- M. le Sous-Préfet d'ALTKIRCH
- MM. les Maires de RETZWILER et de WOLFERSDORF
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- Mme le Chef du Service Départemental de l'Architecture
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Alsace (Conservatoire Régional de l'Archéologie)
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace : trois exemplaires.

En outre, ampliation sera notifiée :

- à la Société STURM S.A., exploitant bénéficiaire de la présente autorisation.

Un extrait du présent arrêté sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins des Maires de RETZWILLER et de WOLFERSDORF.

Fait à COLMAR, le **23 JUIN 1999**

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

**Délai et voie de recours (Art. 14 de la loi  
n° 76-663 du 19 juillet 1976)**

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant que dans un délai de **deux mois** à compter de sa notification. Pour les tiers, la présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG que dans un délai de **six mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.



Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN